

bre du 5 décembre dernier, consigné au compte rendu des débats (page 786 de l'édition anglaise révisée) pour un relevé de tous les édifices publics occupés en tout ou en partie pour les besoins de la poste et des revenus qui en ont été retirés.

L'hon. M. MURPHY: Je prendrai aussi des informations à cet égard.

M. SHARPE (Lisgar): Je désirerais demander au ministre de l'Intérieur quand je puis espérer d'avoir certain rapport pour lequel il a été fait mention le 7 décembre?

L'hon. KRANK OLIVER (ministre de l'Intérieur): Qu'est-ce que c'est que ce rapport?

M. SHARPE (Lisgar): Il a trait à des droits relatifs aux terres, aux bois et aux minéraux.

L'hon. M. OLIVER: Si j'ai bonne mémoire, la préparation de ce rapport donne lieu à beaucoup de travail. Je puis assurer mon honorable ami qu'il est en cours de préparation; mais je ne saurais le lui promettre pour prochainement.

M. SHARPE (Lisgar): Il y a longtemps que l'ordre existe.

L'hon. M. OLIVER: Le rapport dont il s'agit est très étendu, peut-être plus que mon honorable ami ne l'a pensé quand il a fait sa motion.

M. BRADBURY: Quand pouvons-nous espérer d'avoir le rapport ordonné le 23 janvier touchant les permis, locations ou concessions de prise d'eau et autres avantages à des particuliers ou sociétés dans la rivière Winnipeg?

L'hon. M. OLIVER: Je suis fâché des retards apportés à satisfaire mon honorable ami sur ce point, mais cela aurait dû être ici depuis longtemps, et il peut être assuré que ce sera déposé sans plus de délai.

VOIES ET MOYENS — RECIPROCITE AVEC LES ETATS-UNIS.

L'hon. W. S. FIELDING (ministre des Finances): Je propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. TAYLOR (New-Westminster): Monsieur l'Orateur, avant que vous quittiez le fauteuil, je désire pour quelques instants appeler l'attention de la Chambre sur une affaire importante. Permettez-moi d'abord de vous donner lecture d'un télégramme que j'ai reçu ces jours derniers.

Mission-Junction, le 18 février.

Monsieur J. D. Taylor,
Chambre des communes,
Ottawa.

La résolution ci-après a été adoptée ici aujourd'hui:

“Attendu que le Gouvernement fédéral a cru devoir, par sa convention de réciprocité, supprimer les droits sur les fruits et les produits

agricoles; et attendu que cela va être préjudiciable aux cultivateurs de la Colombie-Anglaise, nous désirons exprimer notre vive opposition à l'arrangement que l'on nous propose”.

La Mission City Agricultural
Association,

par A. N. VERCHERS, secrétaire.

Et voici une autre lettre qui m'est également adressée:

La Hammond Fruit Association, Limited,
Hammond (C.-A.), 4 février 1911.

Cher monsieur,—La Hammond Fruit Association, Limited, réunie en convention annuelle, vient d'adopter la résolution suivante, que l'on me charge de vous transmettre:

“La Hammond Fruit Association, Limited, considère avec alarme la démarche faite ces temps derniers par les producteurs de grain du Nord-Ouest pour une réciprocité des produits naturels avec les Etats-Unis. Un remaniement du tarif dans ce sens serait fort désavantageux à l'industrie fruitière de cette province, et cette association est d'avis que, bien loin de consentir à une réduction des droits sur les fruits, l'administration fédérale devrait immédiatement prendre des mesures pour élever ces droits à la hauteur de ceux des Etats-Unis”.

Bien à vous,

D. W. BAKER, secrétaire.

Monsieur J. D. Taylor, M.P.

Il m'a aussi été adressé par la Western Canada Bag, Envelope and Box Board Company, Limited, une lettre que je ne veux pas lire dans son entier, mais où il est dit que cette compagnie a adressé au premier ministre une communication lui exposant dans quelle situation elle se trouve placée par les propositions qui sont présentement à l'étude. Voici, entre autres choses, ce que l'on dit:

Relativement à la convention de réciprocité que l'on se propose de faire avec les Etats-Unis, une telle politique, en tant qu'elle supprime les droits sur les papiers employés dans la construction des maisons, des toitures et des revêtements, sur les feutres d'amortissement, le carton pour boîtes, etc., détruirait absolument toutes nos chances de succès dans l'établissement que nous sommes en train d'avoir à New-Westminster (B.-A.), pour la fabrication de ces articles, et où nous espérons commencer les opérations d'ici à six mois.

(On a adopté la motion et la Chambre se forme en comité des voies et moyens.)

M. GEORGE W. KYTE (Richmond, N.-E.): Les orateurs qui ont déjà pris part au débat ont si souvent signalé l'importance de la question en discussion que je ne sens vraiment pas le besoin de présenter d'excuses à la Chambre pour les quelques instants d'un temps précieux que je veux consacrer à la question, cet après-midi. Depuis que le chef de l'opposition (M. R. L. Borden) a ouvert le débat il y a quelques semaines et que le député de Toronto-nord (M. Foster) a prononcé sa harangue à l'appui des observations de son chef, je

M. LENNOX.